

# OPINION

redaction.union@sonapresse.com

## Climat : l'urgence d'agir

La crise climatique s'accélère et ses effets s'aggravent. La sécheresse en Europe, les récentes inondations au Pakistan, l'ouragan Ian dans les Caraïbes et en Floride et la famine dans la Corne de l'Afrique nous montrent les conséquences dramatiques du changement climatique.

Les scientifiques soulignent l'urgence d'agir. La COP 27 de Charm-El-Cheikh doit permettre de mettre en œuvre l'Accord de Paris et le Pacte de Glasgow pour le climat. Nous ne pouvons plus attendre.

Pour y parvenir, nous devons nous unir autour de quatre priorités.

Premièrement, il est crucial de limiter l'augmentation de la température mondiale à 1,5°C. C'est indispensable pour contenir les effets déjà dramatiques du réchauffement planétaire.

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur le climat, composé des plus grands climatologues du monde, a clairement indiqué qu'une augmentation de 2°C aurait des conséquences majeures pour des milliards de personnes ainsi que pour notre planète. Nous pouvons déjà en constater les conséquences avec un réchauffement de 1,2°C. Or, la somme de nos contributions nationales aboutit à une augmentation de 2,5°C, voire beaucoup plus dans de nombreuses régions, y compris en Afrique.

Comme agréé à Glasgow, nous devons tous - en particulier les principaux émetteurs, le G20 - accroître nos efforts pour atteindre une limite de 1,5°C. Le paquet "Fit for 55" de l'Union européenne comprend les mesures les plus contraignantes du monde, dans tous les secteurs, afin de parvenir à une réduction d'au moins 55 % des émissions d'ici 2030 et à la neutralité climatique d'ici 2050. Le Royaume-Uni reste déterminé à éliminer progressivement le charbon d'ici 2024 et à produire 95 % d'électricité bas-carbone d'ici 2030, en mettant massivement en service de nouvelles énergies renouvelables. Les Îles Marshall n'émettent qu'une infime partie des émissions mondiales, mais ont néanmoins soumis deux plans de plus en plus ambitieux. Mais comme de nombreux autres



**Agnès Pannier-Runacher.**



**Jennifer Morgan.**

pays en développement, elles ont besoin de soutien pour se décarboner. En outre, nous devons nous appuyer sur les solutions fondées sur la nature et reconnaître la valeur des services des écosystèmes. La crise énergétique mondiale est une incitation à accélérer le déploiement de l'énergie décarbonée dans le monde entier - en premier lieu à partir de sources renouvelables - et une chance de le faire d'une manière juste et équitable.

Deuxièmement, nous devons intensifier nos efforts en matière de financement climatique. À Copenhague en 2009, les dirigeants des pays développés sont convenus de mobiliser 100 milliards de dollars par an à partir de 2020 pour financer le climat



**Lee White.**



**Allemagne Alok Sharma.**



**Tina Stege.**

dans les pays en développement. Les derniers chiffres de l'OCDE pour 2020 montrent que nous

n'avons pas atteint cet objectif, avec seulement 83,3 milliards. Nous appelons tous les pays développés qui ne l'ont pas encore fait à intensifier leurs efforts. Nous devons également simplifier et réduire les délais d'accès aux financements. Il faut redoubler d'efforts et travailler avec les institutions financières internationales pour améliorer l'accès et réorienter les flux financiers vers des investissements bas-carbone. Mobiliser les milliers de milliards d'investissements nécessaires à la réalisation des plans de transition ambitieux des pays est également indispensable. L'exemple des partenariats pour une transition énergétique juste - le premier en Afrique du Sud sera lancé à Glasgow avec les pays du G7 -

est un modèle prometteur pour soutenir les pays vers le net zéro et la résilience climatique, sur un pied d'égalité et dans le respect des besoins de développement. Troisièmement, nous devons faire mieux en matière d'adaptation climatique. Trop de pays vulnérables vivent déjà avec les conséquences de plus en plus dévastatrices du changement climatique, telles que les catastrophes naturelles, l'érosion côtière, les mauvaises récoltes, la baisse des stocks de poissons et les températures insupportables. À Glasgow, les pays développés ont été invités à doubler leur financement pour l'adaptation entre 2019 et 2025. Les pays vulnérables n'ont pas le temps d'attendre et, lors de la COP27, tout doit être fait pour faire des progrès rapides vis-à-vis de cet engagement.

À Charm-El-Cheikh, nous devons aussi trouver des solutions de financement pour combler les pertes et dommages liés au changement climatique. Le développement des outils existants, tels que les systèmes d'alerte précoce et les assurances, fait partie de la solution. Nous devons progresser pour accroître le financement des pertes et dommages liés au climat, au sein et en dehors de la CCNUCC.

C'est maintenant ou jamais si nous voulons maintenir l'objectif de 1,5 degré, nous adapter aux conséquences de l'évolution du climat, réaliser des progrès essentiels en matière de financement et accélérer de toute urgence la mise en œuvre des engagements. Les jeunes générations attendent beaucoup de la COP 27. Nous ne pouvons pas nous permettre de les décevoir.

- **Agnès Pannier-Runacher (ministre de la Transition énergétique, France)**
- **Lee White (ministre des Eaux, des Forêts, de la Mer et de l'Environnement, Gabon)**
- **Jennifer Morgan (Secrétaire d'Etat pour l'action climatique internationale)**
- **Allemagne Alok Sharma (président de la COP26, Royaume-Uni)**
- **Tina Stege, (Envoyé spécial pour le climat, Îles Marshall)**